

La créature de Jekyll Island:
Tout sur l'histoire des banques



Edward Griffin

Dans le livre *La créature de l'île Jekyll*, l'auteur, Edward Griffin, explique comment se servir du pouvoir et de l'argent pour contrôler les groupes et les institutions, en achetant l'autorité et l'emprise des gens qui les dominent. Ce procédé consiste à corrompre des politiciens, des partis politiques, des réseaux de télévision, des réseaux câblés, des journaux, des magazines, des agences de publicité, des agences de presse, des studios cinématographiques, des universités, des syndicats de travailleurs, des organismes religieux, des associations commerciales, des institutions à but non lucratif, des sociétés multinationales, des mouvements de scoutisme pour garçons et filles et ainsi de suite. En fait, n'importe quel groupe qui exerce une influence constitue une cible parfaite pour accroître ce contrôle. Les acquéreurs dont il est question dans cette leçon, ont beaucoup d'argent pour se procurer ce contrôle.

AVERTISSEMENT !

Vous êtes sur le point d'entrer dans une zone de réalité... Un endroit où la vérité est plus étrange que la fiction, où la connaissance est profonde, où les mythes sont détruits et les déceptions étalées au grand jour. En ces lieux, vous découvrirez les vraies leçons d'histoire. En ces lieux, de vraies aventures de la vie vous dévoileront la nature cachée de l'homme. Si vous poursuivez votre écoute, vous ne pourrez plus jamais retourner dans la zone floue d'où vous venez.

Bienvenue dans la zone de réalité. Je m'appelle Ed Griffin et j'ai écrit un livre intitulé *La créature de l'île Jekyll, un second regard sur la Réserve fédérale*. À la fin du manuel, j'encourage mes lecteurs à se joindre à moi pour détruire la Réserve fédérale, ce « monstre » du gouvernement américain. Je leur donne également les outils dont ils peuvent se servir pour y parvenir. À mon plus grand étonnement et plaisir, des milliers de lecteurs m'ont écrit pour rejoindre les rangs de ma croisade. Très embarrassé de ne pas posséder du matériel imprimé en quantité suffisante pour le leur expédier, le 18 novembre 1994, j'ai décidé d'enregistrer ce message.

Transportons-nous au premier siècle, dans un minuscule royaume appelé Fryggia, où un philosophe du nom d'Etheclate a déclaré qu'il existait quatre types d'apparences : les choses paraissent telles qu'elles sont ; elles ne paraissent pas telles qu'elles sont ; les choses sont ce qu'elles sont sans le paraître ; elles ne sont pas ce qu'elles sont et paraissent l'être. Cet homme aurait pu donner des cours bancaires et d'économie dans l'une de nos universités. Cela ne ressemble-t-il pas aux

explications que l'on obtient en lisant les relevés de la Réserve fédérale ? Ethectate s'est servi d'un concept relativement simple et pourtant, lorsqu'il eut terminé son explication, personne ne comprenait toujours pas de quoi il parlait. Voilà ce à quoi nous devons faire face avec les experts de nos jours. Il cherchait seulement à dire que les apparences peuvent parfois être décevantes. Il nous a tout de même donné un chemin à suivre, un thème.

S'il existe quelque chose de décevant dans le monde, c'est bien le système de la Réserve fédérale. On peut le considérer comme le 4^e type d'apparence qu'Ethectate décrivait comme suit : il n'est pas ce qu'il est et paraît l'être. Ma présentation portera sur ce thème.

La création du système de la Réserve fédérale (la Fed)...

Le titre du livre, *La créature de l'île Jekyll, un second regard sur la Réserve fédérale*, en dit très long sur le contenu ma présentation. L'île Jekyll existe vraiment. Elle se situe au large de la côte de Géorgie. Le système de la Réserve fédérale fut conçu sur cette île, en 1910, lors d'une réunion ultra secrète. Lorsque l'on opère en secret, cela signifie habituellement que l'on cache quelque chose. Tout ce dont je vous entretiendrai fut mis par écrit. En 1910, un petit groupe de millionnaires de New York, dont J. P. Morgan, William Rockefeller et leurs associés, possédait l'île Jekyll en totalité. Leurs familles venaient y passer les mois d'hiver. L'île servait de lieu de vacances et on l'appelait le Club de l'île Jekyll. Depuis, l'état de la Géorgie a acheté l'île. On y retrouve un pavillon où se trouve une pièce spéciale. Sur la plaque de laiton fixée à la porte de cette salle, on peut lire : *le système de la Réserve fédérale fut créé dans cette pièce*. On peut accéder à ces informations dans les bibliothèques.

En novembre 1910, le sénateur Nelson Aldrich envoya son train privé à une station de chemin de fer du New Jersey, tard le soir. Le train était prêt à le recevoir ainsi que six autres hommes qui venaient à la condition ultime de n'en souffler mot à personne. On leur avait demandé, par exemple, de se présenter à un moment précis et de ne pas souper ensemble le soir de leur départ. S'il advenait qu'ils arrivent au même moment, ils devaient prétendre qu'ils ne se connaissaient pas. Étant donné qu'ils étaient des hommes bien connus, on leur avait dit d'éviter les journalistes. L'un d'entre eux a même traîné un fusil de chasse pour prétendre qu'il allait en voyage de chasse aux canards si on lui demandait. Nous apprîmes plus tard à travers sa biographie qu'il n'avait jamais possédé d'armes à feu de sa vie. Il l'avait emprunté pour l'occasion. À bord du wagon, ils avaient reçu l'ordre de ne s'adresser l'un à l'autre que par leur prénom. Deux d'entre eux ont même utilisé des noms de code. La raison en était fort simple : le personnel de service à bord du train ne devait pas savoir qui ils étaient.

Le train privé voyagea pendant deux nuits et une journée, c'est-à-dire un voyage de mille milles, jusqu'à ce qu'il arrive à une voie d'évitement située à Brunswick, Géorgie. À partir de là, ils prirent un traversier jusqu'à l'île Jekyll. Pendant neuf jours, ils sont restés assis autour de la table du pavillon et ont éclairci tous les détails importants de ce qui allait devenir le système de la Réserve fédérale. Lorsqu'ils eurent terminé, ils retournèrent à New York et nièrent la tenue d'une telle réunion pendant un certain nombre d'années. Ce n'est que lorsque le système de la Réserve fédérale fut fermement établi qu'ils commencèrent à parler ouvertement de ce qu'ils avaient fait. Plusieurs d'entre eux rédigèrent des livres et des articles de revues sur le sujet. Il nous est maintenant possible d'en apprendre davantage sur ce qui s'est passé.

Qui étaient ces hommes ? Le sénateur Nelson Aldrich, chef de file républicain du Sénat (membre de la Commission monétaire nationale – ce comité spécial du Congrès, créé dans le but d'émettre des recommandations relatives à la réforme législative des opérations bancaires d'Amérique). Même à

cette époque, les Américains s'inquiétaient de laisser tout le pouvoir financier entre les mains d'un petit groupe de banques et de sociétés de placement new-yorkaises. Ils l'appelaient la Fiducie monétaire (le Money Trust). Les citoyens voulaient mettre un terme à l'empire de cette dernière. Plusieurs politiciens ont été élus grâce à leur promesse d'aider à réaliser ce projet. D'ailleurs, l'un des objectifs de la Commission monétaire du sénateur Aldrich visait exactement à accomplir cela. Toutefois, le sénateur entretenait une relation commerciale avec l'homme d'affaires J. P. Morgan. Ce dernier était le beau-père de John D. Rockefeller fils et devint par conséquent, le grand-père de Nelson Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis.

Le deuxième homme présent à la réunion se nommait Abraham Piat Andrews, le secrétaire-assistant du Trésor américain. Plus tard, il devint un membre du Congrès et fut, tout au long de sa carrière, un homme très influent au niveau des milieux bancaires. Le troisième homme s'appelait Frank Vanderlip, le président de la *National Bank de New York*, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement *internationale Kuhn, Loeb and Company*. Henry Davison, l'associé principal de la *J. P. Morgan Company*, était présent. Charles Norton, le président de la *First National Bank* de New York, participait à cette réunion. Benjamin Strong, le directeur général de la *J. P. Morgan's Bankers Trust Company*, y assistait également. Il en devint d'ailleurs le P.D.G., trois ans plus tard, suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale. Enfin, Paul Warburg prenait lui aussi part à la réunion. Il était probablement l'homme le plus important en ces lieux grâce à ses connaissances bancaires européennes. Allemand de souche, il se fit éventuellement naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de *la Coon, Loeb and Company*, il représentait également la dynastie bancaire *Rothschild* en Angleterre et en France. De plus, il entretenait des liens étroits avec son frère Max, le directeur en chef du consortium bancaire *Warburg* en Allemagne et aux Pays-Bas. Paul Warburg était l'un des hommes les plus riches du monde. Ces sept hommes qui se trouvaient sur l'île Jekyll, représentaient à eux seuls en ce temps, directement et indirectement, approximativement un quart de la richesse planétaire globale.

Voici comment tout cela s'est vraiment déroulé. Frank Vanderlip affirma dans un article du *Saturday Evening Post* du 9 février 1935 : « Je ne crois pas exagérer en considérant notre expédition secrète sur l'île Jekyll comme une occasion en or de créer ce qui devint éventuellement le système de la Réserve fédérale, et ce, même si le mot d'ordre voulait que l'on garde ce fait le plus secret possible. Une fois installés à l'intérieur du train, nous avons commencé à respecter l'interdiction d'utiliser nos noms de famille respectifs. Nous nous adressions l'un envers l'autre en tant que Ben, Paul, Nelson et Abe. Davison et moi avons même poussé la mascarade jusqu'à abandonner nos prénoms. Davison prit le nom de Wilbur et j'empruntai le nom d'Orville, en l'honneur des deux frères Wright, les pionniers de l'aviation. Il se peut que les serveurs et les employés du train aient reconnu un ou deux d'entre nous, mais ils ne nous connaissaient pas tous. Nos noms réunis auraient pu à eux seuls donner une toute autre portée à notre expédition, tant à Washington, qu'à la Bourse de New York ou même à Londres. Il ne fallait tout simplement pas que l'on nous découvre. » Pourquoi, demande Ed Griffin ?

Vanderlip donne une réponse à cette question dans le même article : « Éventer le secret du rassemblement de notre groupe en particulier et de nos travaux **équivalaient à anéantir toutes chances que le Congrès vote la Loi sur le comportement des banques.** » Pourquoi ? Parce que le but de cette loi consistait à mettre un terme à l'empire de la Fiducie monétaire et croyez-le ou non, cette loi avait été écrite par les membres mêmes de la Fiducie monétaire. C'est aussi simple que cela. Si le public avait eu connaissance de cette réunion, le système de la Réserve fédérale n'aurait jamais vu le jour. Comme si l'on demandait à un renard de construire un poulailler et d'y installer un système d'alarme ! Cette réunion devait avoir lieu dans le plus grand secret. Ni le grand public, ni le Congrès ne l'aurait acceptée. En d'autres termes, on créa la Réserve fédérale secrètement

parce qu'elle aurait suscité trop de déception. De plus, d'autres raisons s'ajoutent à cela. Analysons la composition du groupe.

Ici, nous avons les Morgan, les Rockefeller, les Warburg et ainsi de suite, tous assis à discuter autour d'une table. Il se peut que vous vous demandiez ce qu'il y a de mal à cela. Eh bien ! Ce qui ne va pas, c'est que tous ces gens étaient des compétiteurs, des géants de la finance mondiale qui se battaient non seulement à New York, mais également à Londres ou à Paris, entre autre. Les livres d'histoire décrivent cette époque américaine comme l'aube de la période du cartel. Une transition idéologique majeure s'opérait en affaires. Les grandes entreprises avaient pris de l'extension au niveau de leur pouvoir d'action et de leur prospérité grâce à la concurrence permise par la libre entreprise. Cet état de fait conféra une supériorité aux États-Unis et lui permit de surpasser l'ordre mondiale suranné. **À partir de cet instant, les grandes entreprises transformèrent leur idéologie en monopole et évitèrent ainsi la concurrence. Pour reprendre les paroles de John D. Rockefeller père : « La concurrence est un péché. » Les dirigeants de ces entreprises consacrèrent leur vie à l'élimination de la concurrence, quel qu'en soit le prix. S'ils n'y parvenaient pas, ils l'achetaient ou, dans la mesure du possible, s'y associaient en un monopole partagé. C'est ce qu'on appelle un cartel.**

Cette transition se produit à cette période de l'histoire. Pendant les quinze années qui ont précédé le rassemblement sur l'île Jekyll, les groupes financiers de toutes les industries s'étaient progressivement associés en joint-ventures au lieu de concurrencer l'un contre l'autre. Ils s'étaient rendu compte que cela fonctionnait et l'ont apprécié.

Nous étudierons maintenant la deuxième ahurissante réalisation au sujet de la Réserve fédérale. Nous verrons d'ailleurs qu'il ne s'agit aucunement d'une organisation gouvernementale. Il s'agit d'un cartel ! Ils ont créé un cartel bancaire et l'ont rendu légal, conformément à la loi . Personne n'apprendra cela à l'école. Un troisième élément s'ajoute à cette histoire : ce cartel s'est associé au gouvernement.

Lorsque l'on forme un partenariat, toutes les parties doivent profiter de certains avantages. Qu'est-ce que le gouvernement gagne avec tout cela ? Examinons ensemble par quel mécanisme le gouvernement fédéral crée l'argent. Comment est-ce que l'argent voit le jour ? Nous devrions le demander au magicien Mandragore. Il pourrait créer quelque chose à partir de rien, puis le faire disparaître par la suite. N'essayez pas de comprendre. Voici comment cela se passe et je vous le présenterai le plus simplement possible.

De l'argent créé comme par magie...

Le Congrès a besoin d'argent et en quantité beaucoup plus importante que ce qu'il perçoit en impôts. Les impôts représentent une fraction de ce que le Congrès requiert pour fonctionner. Comment peut-il dépenser plus que ce qu'il touche en impôt ? Étudions son mode de fonctionnement... Supposons que le Congrès a besoin d'un milliard de dollars pour payer les dépenses du jour. Il s'adresse alors au Trésor et le trésorier-payeur général lui répond : « Vous devez blaguer ! Nous n'avons aucun argent disponible. Vous l'avez dépensé en entier durant les mois de février et mars. Tout ce que nous avons perçu en impôt est parti en fumée. » Le Congrès affirme qu'il le sait. Ils en arrivent à la conclusion qu'ils auraient dû puiser l'argent dans les fonds publics. Puis, le Congrès passe par l'imprimerie non pas pour faire imprimer de l'argent, mais plutôt des certificats. De beaux billets où apparaissent, dans la partie supérieure, un aigle et la mention : Bon du Trésor des États-Unis (billet ou promesse, suivant la date d'échéance). En fait, ce sont des reconnaissances de dettes et le Congrès espère qu'elles inciteront les gens à emprunter au gouvernement en retour. Plusieurs personnes le font parce qu'elles ont entendu dire qu'il s'agit de l'un des meilleurs

investissements à faire. **Gardez toujours ceci à l'esprit : le gouvernement vous fait croire que vous investissez, mais en réalité, vous lui prêtez de l'argent lorsque vous achetez ses valeurs.** Il affirme qu'il s'agit du meilleur investissement possible parce qu'il est avalisé par la confiance et le crédit du gouvernement des États-Unis. **Cela signifie que le gouvernement s'engage solennellement à vous rendre votre argent avec des intérêts, même s'il doit vous prendre tout ce que vous possédez en impôt pour y arriver.**

Puis, les représentants du Congrès et du Trésor se rendent ensemble jusqu'à l'immeuble de la Réserve fédérale. La *Fed* les attendait. Elle rédige immédiatement un chèque d'un milliard de dollars au Trésor des États-Unis. Qui a payé ce milliard de dollars ? La réponse : il n'existe pas. Il n'y a même pas de compte de chèques, seulement un livret. De l'argent instantané. Vous et moi irions en prison en agissant ainsi. Cependant, ils peuvent le faire parce que le Congrès le leur demande. Le gouvernement est impliqué dans ce partenariat pour cette même raison. **Le gouvernement peut ainsi accéder instantanément au montant d'argent qu'il désire et au moment qu'il le souhaite, sans avoir besoin de demander l'approbation des contribuables sous forme d'impôt direct. Si le gouvernement s'adressait aux contribuables en disant qu'il avait besoin de l'argent et que pour se faire, il devait augmenter leurs impôts de 3 000 \$, ces derniers ne voteraient plus pour lui aux prochaines élections. Le gouvernement aime se servir du mécanisme de Mandragore parce qu'il peut ainsi obtenir de l'argent immédiatement sans que personne ne le sache.** Le gouvernement fait partie de ce partenariat pour cette raison. Toutefois, on peut se demander pourquoi le cartel bancaire y participe également.

Le cartel bancaire est impliqué dans ce partenariat parce que le trésorier-payeur général prendra le chèque d'un milliard de dollars et le déposera dans le compte de chèques du gouvernement qui se trouve à la Réserve fédérale. À ce moment, l'ordinateur indiquera que le compte du gouvernement contient un milliard de dollars instantané. Cela signifie qu'à partir de cet instant, le gouvernement peut émettre des chèques gouvernementaux d'un montant égal. Prenez l'exemple d'un chèque de 100 \$ libellé au nom d'un employé des postes. Cette personne ne croirait pas que cet argent n'existait pas deux jours plus tôt. D'ailleurs, elle ne s'en soucierait pas puisqu'elle peut le dépenser. L'argent se trouve maintenant ailleurs qu'à la *Fed* ou qu'entre les mains des partenaires du gouvernement, c'est-à-dire du côté bancaire commercial. Le banquier se dirige alors vers la fenêtre des prêts et annonce : « Puis-je avoir votre attention s.v.p. ? Nous avons de l'argent à prêter. » Maintenant, tout le monde est heureux et pourtant, chacun d'entre eux ressent de l'inquiétude face au maigre montant de 100 \$. Alors, le banquier les rassure en disant de ne pas s'inquiéter parce qu'il peut leur prêter 900 \$. Comment est-ce possible ? **Comment est-ce que les banques peuvent prêter un montant de 900 \$ alors que la somme déposée n'était que de 100 \$? Voici la réponse :**

Le système de la Réserve fédérale exige aux banques de garder en réserve au moins 10 % des dépôts effectués. Elles doivent conserver 10 \$ par tranche de 100 \$ et prêter la différence, soit 90 \$. Puis, dès qu'un citoyen emprunte ce 90 \$ et le dépose dans son compte de chèques, le même cercle vicieux recommence et ainsi de suite. D'où venait tout cet argent ?

La réponse est la même : l'argent n'existait pas. Il est apparu au moment précis où quelqu'un fit l'emprunt. Rappelez-vous. L'argent créé à partir de rien et remis au gouvernement, a été dépensé par ce dernier pour réaliser ses projets. D'autre part, les banques n'ont pas dépensé l'argent créé à partir de rien pour elles, elles nous l'ont plutôt prêté afin que nous réalisions nos projets. Toutefois, elles perçoivent de l'intérêt sur ces prêts qui, en fin de compte, n'existe pas. Tous les citoyens aimeraient posséder un livret de chèques magiques comme celui là et percevoir de l'intérêt sur les prêts ! C'est la raison pour laquelle le cartel bancaire est partenaire dans cette affaire. Tout cela est légal. On charge de l'intérêt sur rien. Cependant, le processus ne s'arrête pas là.

Quelles en sont les conséquences ? Cet argent créé à partir de rien se retrouve dans le système économique et ces nouveaux dollars diminuent la valeur de ceux qui y circulent déjà. On peut comparer ce phénomène au principe de délaïement de la soupe. Lorsqu'une soupe est trop épaisse, on y ajoute de l'eau pour la diluer. Les prix commencent alors à augmenter et l'inflation s'abat sur l'économie. **En fait, contre toute apparence, on a l'impression que les prix augmentent. Et le mot apparence est juste. En théorie, les prix n'augmentent pas. En réalité, la valeur des dollars diminue. Si l'argent des Américains valait le prix de l'or, de l'argent ou d'un tout autre effet de commerce tangible et qu'il n'était pas créé à partir de rien, les prix resteraient fixes. Si nous avions vécu dans la Rome antique, nous aurions pu acheter, avec une pièce d'or d'une once, les vêtements de base (toge, sandales, et ainsi de suite). Que pouvons-nous acheter aujourd'hui avec cette même pièce d'or ? Il nous est possible d'entrer dans n'importe quelle mercerie pour homme et d'acheter un complet de bonne qualité, des souliers, une ceinture faite à la main et ainsi de suite. Le prix réel de ces articles s'est maintenu depuis des milliers d'années, lorsque l'on en parle en terme d'argent réel. Les billets de la Réserve fédérale nous permettent d'acheter de moins en moins d'articles parce qu'il y en a de plus en plus en circulation.**

Nous avons perdu notre pouvoir d'achat. Qui est-ce qui le détient maintenant ? Ceux-là même qui se trouvaient à l'autre extrémité du tuyau, c'est-à-dire le gouvernement (un milliard de dollars), puis ceux qui travaillent pour lui comme les entrepreneurs et les autres. Et qui dispose de l'argent qui provient des banques ? D'abord, les banques puis les emprunteurs ? Non ! Parce que l'argent que vous avez emprunté aux banques, vous devez le leur rembourser en plus des intérêts. La banque s'empare de vos gains. Depuis la création de la Réserve fédérale, nous vivons dans un cycle économique en dents de scie. Si vous ne pouvez effectuer vos paiements, les banques vous prennent tout. C'est ce qui avait été prévu. **Ceux qui profitent de votre perte et qui achètent le pouvoir sont le gouvernement et les cartels bancaires.**

Pour résumer la situation, voici la vérité au sujet de l'argent : soulignons et comprenons d'abord l'importance de certaines réalités fondamentales de notre système bancaire et monétaire. Tout l'argent que les banques émettent et font circuler est produit sous forme de prêt. Cet argent comporte donc un coût, c'est-à-dire de l'intérêt. Lorsque les gouvernements permettent aux banques d'émettre la masse monétaire d'un pays, ils doivent percevoir des taxes afin que les banques puissent récolter de l'intérêt sur l'argent qu'elles ont créé. Cela dévalorise automatiquement les citoyens puisque les banques ne créent jamais d'argent pour payer l'intérêt imposé par l'utilisation de leur argent, mais seulement le principal. En conséquence, pour acquitter l'intérêt, on puise inévitablement dans l'actif du pays et des citoyens par des mécanismes tels que la création de dettes, les faillites et les forclusions. On prélève, de surcroît, des taxes à la source pour accélérer le processus. Une société qui admet et qui accepte que l'on utilise l'argent des banques **plutôt que sa propre devise créée librement par elle** expose inéluctablement ses citoyens au cycle économique des dépressions et au désarroi de la population.

Le processus dont il est question est en fait une taxe. Qu'on l'appelle inflation ou autre, cela reste une taxe. Vous ne pouvez aucunement la contrôler, on vous l'arrache sans exonération, sans déduction. C'est la taxe la plus directe qui existe, bien plus que les impôts ou les taxes indirectes. D'ailleurs, elle touche encore plus fortement ceux qui peuvent le moins se permettre de la payer. Par conséquent, le système de la Réserve fédérale est l'auteur de la taxe la plus injuste qui soit. Cette taxe s'abat sur les gens qui gagnent un salaire fixe, les gens à la retraite ou quiconque a réussi à épargner de l'argent. Elle les assaille encore plus durement que ceux qui empruntent. **Si vous ne deviez vous souvenir que d'un seul détail de ce cours, veuillez s'il vous plaît vous rappeler de celui-ci : l'inflation et la taxe ne font qu'un !** Voilà pourquoi ces deux groupes font partie du partenariat. Du côté gouvernemental, ils peuvent taxer les citoyens de n'importe quelle façon et à n'importe quel coût, sans que ceux-ci en aient la moindre idée. Du côté bancaire, ils peuvent percevoir des intérêts sur rien en perpétuité. Retournons à l'île Jekyll. L'idée a germé en ces lieux.

Un jeu de mot trompeur...

Ce modèle de partenariat fut conçu en Europe, au 16^e siècle. On l'expérimenta et le perfectionna éventuellement avec la formation de la *Banque d'Angleterre* en 1694. À partir de cette date, tous les gouvernements européens ont utilisé ce mode de fonctionnement. Bien entendu, ils ne l'ont pas appelé le mécanisme de Mandragore, mais plutôt la Banque centrale. Amener ce mode procédé en Amérique exigeait qu'on le nomme différemment. Alors, après un long débat, ses créateurs, qui commencèrent par lui trouver le nom « Fédérale », parce que cela évoquait une opération gouvernementale, optèrent ensuite pour le mot « Réserve » afin que l'on croie à l'existence de réserves en un certain endroit. Enfin, ils ajoutèrent le mot « Système » parce qu'il semblait beaucoup plus important qu'il n'en ait l'air aujourd'hui. Souvenez-vous de la première concentration new-yorkaise du pouvoir – ils devaient convaincre les Américains qu'ils créaient un système réunissant plusieurs banques et non une seule. Construire d'énormes édifices bancaires à travers le pays. Nous savons maintenant que ce que nous avons obtenu n'a rien de fédéral, que les réserves n'existent pas, qu'en réalité, le système ne répartit pas ses pouvoirs et que les Réserves fédérales ne sont pas des banques.

Ils ont monté cette brillante déception de toute pièce puis l'ont vendue aux Américains. La première ébauche du projet de loi sur la Réserve fédérale s'appelait la Loi Aldrich (the Aldridge Bill) parce que le sénateur Aldrich lui accordait son appui. Paul Warburg lui déconseilla toutefois d'agir ainsi parce qu'à son avis, le Congrès voterait contre ce projet de loi étant donné qu'on identifiait trop souvent Aldrich à des grandes entreprises. Toutefois, l'ego du sénateur Aldrich était tellement gonflé qu'il présenta tout de même le projet de loi Aldrich au Congrès. Warburg avait raison. Le Congrès refusa de l'accepter. Ce fut un contretemps mineur. Ils retirèrent alors le nom d'Aldrich du projet de loi et trouvèrent quelques démocrates millionnaires (le parti ami des petits contribuables) afin que ceux-ci y apportent leur appui. Ces hommes s'appelaient Carter Glass, de la Chambre des représentants, et le sénateur Owen, un banquier lui-même très respecté au sein du Sénat. Puis, on changea le nom du projet de loi pour le Glass-Owen (the Glass-Owen Bill). **Aldrich et Vanderlip commencèrent alors à répondre à des entrevues pour condamner le projet de loi... qu'ils avaient eux-mêmes écrit.** Ils affirmaient que ce système ruinerait les banques et la nation. **Le grand public se dit alors : « si les grands banquiers ne sont pas en faveur de ce projet de loi, il doit alors s'agir d'un très bon système. » Une grande déception planifiée ! Il va sans dire que l'on comprenait parfaitement le fonctionnement de la psychologie de masse.** Pendant ce temps, les mêmes individus finançaient secrètement des messages pour louer le nouveau projet de loi sur la Réserve fédérale. Ils donnèrent de l'argent aux universités. Ils établirent de nouveaux départements d'économie. Ils sélectionnèrent les professeurs et les directeurs de ces départements parmi leurs gens. Ces professeurs commencèrent à vanter les mérites de ce nouveau et merveilleux système. Puis, à la demande de Paul Warburg, ils ajoutèrent quelques excellentes clauses au projet de loi. Cela contraria ses associés. Warburg leur rappela néanmoins que leur seul objectif visait à l'acceptation de ce projet de loi. Ils pourraient ensuite rectifier la situation.

Ces nouvelles clauses ajoutées au projet de loi attirèrent l'appui de William Jennings Bryan, l'homme à la tête du mouvement populiste. Il s'était opposé au projet de loi depuis le début, mais en voyant les nouvelles clauses, il lui accorda sa faveur. Cet appui ouvra la voie au projet de loi. On a amendé la Loi sur la Réserve fédérale plus de cent fois depuis son adoption. Chacune des excellentes clauses a depuis longtemps été éliminée. Par contre, plusieurs autres ont été rajoutées, ce qui a permis d'augmenter encore davantage les pouvoirs et la portée du système de la Réserve fédérale. La Loi fut adoptée majoritairement le 22 décembre 1913, avec l'appui du Congrès et du public. La créature quitta finalement l'île Jekyll pour s'installer dans le district fédéral de Washington.

Les soi-disant objectifs de la Fed...

Reportons maintenant notre attention sur les objectifs du système de la Réserve fédérale. Selon ce que l'on nous a dit, l'objectif de la Fed consiste à stabiliser l'économie et à arrêter les opérations bancaires chaotiques. Paul Samuelson rédigea un manuel scolaire sur l'économie très populaire dans les collèges et universités américaines. Cet ouvrage soutient que la Fed découle de la panique de 1907 avec ses épidémies de faillites bancaires alarmantes. Les États-Unis en avaient assez. Voici ce qu'apprennent les étudiants et voilà pourquoi ils piquent actuellement notre curiosité. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale affirme qu'ils font cela pour aider les gens, pour stabiliser l'économie, afin que le peuple américain n'ait pas à subir une inflation démesurée ! Depuis sa création, la Réserve fédérale a présidé les Krachs de 1921 et 1929, la Grande dépression de 1929-1939, les récessions des années 53, 57, 69, 75 et 81 et le lundi noir de 1987, où 22 % des valeurs totales de la Bourse chutèrent en une journée. Nous savons tous que la dette des entreprises monte en flèche, que les dettes personnelles s'accroissent démesurément. Les faillites d'entreprises et personnelles n'ont jamais été si nombreuses. Les banques et les sociétés de crédit immobilier n'ont jamais essuyé un si grand nombre d'échecs. L'intérêt sur la dette nationale ronge la moitié de nos dollars imposés. L'industrie lourde est maintenant presque entièrement remplacée par des compétiteurs outre-mer. Pour la première fois dans l'histoire, nous faisons face à une balance commerciale internationale déficitaire. Des étrangers possèdent maintenant 75 % du quartier centre de Los Angeles et des autres régions métropolitaines. Plus de la moitié de la nation est officiellement en récession. Voici les résultats scolaires obtenus par le système de la Réserve fédérale après 80 années de soit disant stabilisation de notre économie. La Fed n'a pas atteint ses objectifs. Pourquoi ? Parce qu'à mon avis, **ces derniers n'ont jamais été ses buts réels !**

Quels sont les véritables objectifs de la Fed ? Quels buts réels un cartel quelconque peut-il viser ? Tous deux cherchent à accroître les marges bénéficiaires des membres et à stabiliser leur situation sur le marché. En gardant cela à l'esprit, une image différente s'offre maintenant à nos yeux. Ils remportent un grand succès. Les banquiers de l'île Jekyll voulaient atteindre trois objectifs :

1. Mettre un terme à l'éparpillement de leur pouvoir pour le concentrer à New York. Ils auraient plutôt dû faire exactement le contraire. Ils craignaient que des banques dynamiques apparaissent brusquement à travers tout le pays. Ils désiraient éliminer la concurrence que représentaient les nouvelles banques en imposant des conditions auxquelles les grandes banques pouvaient répondre mais non les petites ;

2. Renverser la tendance de ce qu'ils appelaient la formation du capital privé. Ils ne voulaient pas que les individus dépensent leur propre argent . Ils désiraient que tout le monde aille à la banque pour se procurer de l'argent. En début de siècle, la formation de capital privé tendait à s'établir et plus particulièrement en affaire. Les entreprises investissaient certains de leurs profits dans un fonds. Ce capital prenait de la valeur, puis les dirigeants de ces entreprises utilisaient leur propre argent pour construire des usines, organiser la recherche et le développement ou pour faire quoique ce soit d'autre. Les banques n'appréciaient pas cette tendance. Elles voulaient inciter les entreprises à recommencer à emprunter leur argent. Elles savaient que la seule façon d'y arriver consistait à baisser les taux d'intérêt. Contrairement à aujourd'hui, il n'existait aucun mécanisme pour augmenter ou réduire les taux d'intérêt... **parce qu'à cette époque, l'argent était avalisé par l'or et l'argent.** On ne peut contrôler ce type d'argent. C'est une question d'offre et de demande. Personne, individu ou politicien, ne peut le faire. Seuls des millions de citoyens en interaction libre peuvent le contrôler. **Ils savaient que la seule façon dont ils disposaient pour ramener les gens dans les banques consistait à réduire artificiellement le taux d'intérêt normal. Ils affirmèrent que la nation requérait une devise flexible...pour répondre aux demandes de l'industrie.** Que cela signifie-t-il ? De l'argent créé à partir de rien. Si vous arrivez à créer cela, vous n'aurez pas à percevoir beaucoup

d'intérêts pour faire des profits. **Une devise souple leur permettra de réduire les taux d'intérêt sous le niveau normal, de réaliser des profits en quantité importante et d'inciter les hommes d'affaires à revenir aux banques. Le deuxième objectif consistait donc à établir une devise souple.**

3. Transférer les pertes inévitables des banques aux contribuables au nom de la protection des gens. Ceux-ci sont les véritables objectifs de la Réserve fédérale.

Émettons maintenant un autre bulletin scolaire pour savoir à quel point elle les a atteints.

1. Ont-ils réussi à garder le contrôle en ce qui a trait aux grandes banques new-yorkaises ? Oui ! Pendant que nous disposons des grandes banques dans l'ouest et le sud des États-Unis, les incomparables méga banques de New York se développent dans toutes les grandes villes du monde. Les grandes banques poursuivent leur domination. Il y a quelques années, William Grider écrivit un ouvrage très important : *Les secrets du temple*, publié par *Simon et Shuster* (une maison d'édition notoire aux États-Unis). On décrit le contenu de ce livre comme une attaque incisive envers le système de la Réserve fédérale. Deux points ressortaient de cet ouvrage. Grider y racontait une excellente histoire qui ne camouflait aucun détail. Il prouva tout à fait que la Réserve fédérale avait toujours agi contre l'intérêt public et qu'elle avait été conçue ainsi dès le tout début. **Quelles étaient alors ses solutions ? Abolir la Fed? Non. Rien d'extrême à ce point. Pensait-il à une réforme ? Non plus. Il y proposait plutôt de se détendre et d'apprendre chemin faisant parce que tout était si compliqué, mais à la fois sous contrôle. Dans le fond, nous n'avions besoin que d'hommes plus intelligents, c'est-à-dire d'une opposition contrôlée. Selon lui, cela ne faisait aucune différence d'être explicite dans notre histoire. Cela ne changerait rien de condamner. Ne pas disposer d'une solution réaliste revenait à ne pas détenir de solution du tout.**

Il ne s'agit pas d'un problème entre républicains et démocrates. Même si les républicains ont promu la cause de la *Fed* à un degré supérieur, les membres du parti démocrate ont eux aussi mis la main à la pâte. On parle alors d'opposition contrôlée. **La Réserve fédérale obtient donc un « A » pour avoir conservé le contrôle à New York.**

2. A-t-elle réussi à renverser la tendance à former du capital privé ? Oui ! La réduction des taux d'intérêt durant certaines périodes allécha les individus et les entreprises à un point tel qu'il eût été fou de ne pas en tirer profit. Pourquoi économiser votre argent ? C'est stupide ! Alors, ces derniers se ruèrent dans les banques et empruntèrent considérablement. Puis, l'économie vacilla. Par conséquent, ils ne purent rembourser leurs dettes et durent déclarer faillite. Présentement, plusieurs entreprises et individus parviennent tout juste à payer l'intérêt sur leur dette. **Plus incroyablement encore, de nombreuses entreprises remboursent maintenant plus d'intérêt aux banques qu'elles ne payent de dividendes à leurs actionnaires.** Pensez-y. Les banques, qui ont fabriqué l'argent à partir de rien, gagnent plus d'argent que ceux qui travaillent pour le gagner, l'économiser, le risquer et l'investir dans le but d'acheter ces entreprises. **Une fois encore, la Réserve fédérale obtient un « A » grâce à sa devise souple. Elle est parvenue à renverser la tendance de la capitalisation privée.**

3. Transférer les pertes inévitables des banques aux contribuables au nom de la protection des gens. Ce petit jeu s'appelle : mettre en liberté provisoire sous caution. Lorsqu'une grande banque se retrouve dans le pétrin à cause d'une entreprise majeure ou parce qu'un pays du tiers monde n'arrive plus à payer sa dette, elle se tourne vers le Congrès et lui demande de mettre cette entreprise ou ce pays en liberté provisoire sous caution. Autrement, cela porterait atteinte aux gens de l'Amérique. Si l'on accepte la disparition de cette vénérable entreprise, il faudra penser à tous les gens qui perdront leur emploi et qui se retrouveront sur l'aide sociale. Si le pays ne peut payer, le gouvernement des États-Unis devrait le faire à sa place parce qu'autrement, la banque de New York devra considérer son remboursement comme perdu, faire faillite techniquement et fermer ses

portes. Pensez à ces milliers de personnes qui ont placé leur argent dans cette banque et qui risquent d'en ressentir les effets. Qui sait, peut-être que cette banque entraînera toutes les autres dans son sillon en un effet de dominos. Une dépression ou une récession pourrait faire souffrir les gens. Le Congrès vote alors des fonds pour garantir les emprunts ou fait les paiements entièrement. Ce principe ne s'applique qu'aux grandes banques. Des entreprises majeures telles la *Penn Central Railroad and Lockheed Corporation* en 1970, la *Commonwealth Bank of Detroit* en 1972, la ville de New York en 1975, la *Chrysler Corporation* 1978, la *First Pennsylvania Bank* en 1980, la *Continental Illinois*, la plus importante banque à ce jour, en 1982 et de nombreux pays, qui n'arrivaient pas à effectuer les paiements auparavant, les font maintenant grâce à l'argent prêté par le Fonds monétaire international et la *World Bank*. Ces derniers ont obtenu cet argent de la Réserve fédérale qui l'a, elle, obtenu de vous et moi à travers le mécanisme de Mandragore.

Comme dernier sujet de ce chapitre, nous aborderons le thème de l'usure. **Qu'est-ce que l'usure ? Un intérêt de taux excessif.** Autrefois (au temps biblique), on définissait usure en tant qu'intérêt sur un prêt. Aujourd'hui, cela signifie intérêt excessif sur un prêt. Thomas Edison disait que les gens qui ne contribuaient rien à un projet, en récoltaient plus d'argent que ceux qui y investissaient tout le travail et les matériaux. Je me suis imaginé que sur le prix d'une maison de 100 000 \$, 30 000 \$ serviraient à payer les frais de l'architecte, le terrain, les permis, etc. Le reste de l'argent, soit 70 000 \$, permettrait de payer les matériaux de construction et les travailleurs. J'ai supposé que l'acheteur irait à la banque pour déposer 20 % du montant total et faire un emprunt sur 30 ans à un taux d'intérêt de 10 %. En calculant tout cela, vous arriverez à la même conclusion que moi : l'acheteur payera plus de 172 741 \$ en intérêt à la banque, comparativement aux 70 000 \$ versés aux travailleurs. En d'autres termes, la banque gagnera 2,5 fois plus que les autres. Cet argent fut créé à partir de rien. Charger 172 741 \$ d'intérêt sur rien est excessif. Il est temps de donner une nouvelle définition au mot usure : tout intérêt chargé sur tout prêt d'argent créé à partir de rien. Cet exemple de maison de 100 000 \$ ne représente qu'un infime petit grain de sable dans le désert du Sahara. Vous devez multiplier ce procédé par toutes les maisons, tous les hôtels et les gratte-ciel, toutes les avions à réaction, les automobiles, les usines, tous les entrepôts et sur toutes les fermes et leurs équipements de l'Amérique pour obtenir le montant que récolte les banques. On parle ici d'une rivière de richesses non gagnées et flottant continuellement à l'intérieur du cartel bancaire qui est tellement éparpillé qu'il nous est impossible à imaginer. La somme totale dépasse tout entendement. Cet argent devrait revenir à ceux qui travaillent pour le produire et non à ceux qui ont monté un extraordinaire racket ! Où va cet argent ?

Lorsque l'on possède tout l'argent nécessaire pour s'offrir tous les petits plaisirs de la vie, que reste-t-il à acquérir ? **Le pouvoir !** Les membres du cartel bancaire utilisent cette rivière de richesses pour se procurer le pouvoir à nos dépens. Ils achètent le monde avec ces argents. Ils contrôlent les sociétés et les institutions qui offrent leurs directions et leurs orientations à des gens qui dépendent, vivent et agissent en fonction de ces dernières. Sur le plan technique et en termes sociologiques, on les appelle des centres de pouvoirs. Ils achètent l'influence et le contrôle de leurs dirigeants. Ce qui signifie qu'ils achètent des politiciens, des partis politiques, des réseaux de télévision, des réseaux câblés, des journaux, des magazines, des agences de publicité, des agences de presse, des studios cinématographiques, des universités, des syndicats de travailleurs, des organismes religieux, des associations commerciales, des institutions à but non lucratif, des sociétés multinationales, des mouvements de scoutisme pour garçons et filles, et ainsi de suite. N'importe quel groupe qui exerce une influence constitue une cible parfaite pour accroître ce contrôle. Et plus précisément ceux qui s'opposent à eux. Ce phénomène existe dans la plupart des pays industrialisés. Il est absolu dans plusieurs pays en voie de développement. Ils ont acheté ces pays.

Ne vous est-il jamais arrivé de vous questionner ce qui se passe dans les bureaux de la *World Bank* et des Fonds monétaires internationaux ? Vous constaterez que le Congrès autorise de temps en temps un autre prêt ou un don de 100 milliards de dollars à un petit pays. Il affirme qu'il agit ainsi pour

accroître le niveau de vie de ce dernier. Pouvez-vous le croire ? Si vous observez toutes les nations qui, au cours des dernières décennies, ont reçu de l'aide, pouvez-vous en trouver une seule dont le niveau de vie de ses citoyens a augmenté. Dans la plupart des cas, c'est tout le contraire. La raison est simple. L'argent ne servait pas à cela. On ne remet pas l'argent aux gens ni aux entreprises. On le donne plutôt aux politiciens et aux gouvernements pour consolider leurs mécanismes de contrôle des gens. Ils n'ont rien à faire du bien-être de leurs gens. Leur propre confort prime. L'idéologie ne veut rien dire pour eux. **Le socialisme, le capitalisme, le communisme, le fascisme, n'ont aucune signification. Tout ce qu'ils désirent c'est l'argent. Il est choquant de constater qu'en Amérique du Nord nous devons traiter avec les 2^e et 3^e générations de familles sur l'aide sociale.** En plus, le système actuel a créé parmi les gouvernements du tiers monde, une deuxième et troisième génération d'assistés sociaux. Ils sont dépendants. Ils ne sauraient que faire sans cet argent. Ils sont maintenant en place dans l'ordre mondial.

Ce transfert de richesses au tiers monde, qui provient de l'Amérique, n'augmente non seulement pas leur niveau de vie, mais contribue également à diminuer le nôtre. Cela fait partie de la stratégie. Une nation vigoureuse n'est pas sujette à rendre sa souveraineté, mais une faible nation l'est. Si on peut faire fléchir l'Amérique, elle acceptera sûrement les mesures totalitaires des Nations Unies pour garder la paix ou les secours d'un système monétaire international. Le jeu ne s'appelle pas la richesse, mais le pouvoir.

Qu'allons-nous faire de cette créature ? Qu'allons-nous faire du Congrès ? Ils ont créé un monstre et peuvent l'abattre. Nous devons toutefois mettre le feu sous les sièges qu'occupent les membres du Congrès. Nous devons élire de nouveaux visages au Congrès. Par contre, les électeurs doivent être informés. **Nous avons besoin d'une armée éducative sur place. La mauvaise nouvelle c'est que nous manquons de temps. Le nouvel ordre mondial se concrétise autour de nous. Une cour de justice mondiale, une autorité d'imposition mondiale, un système monétaire mondial, une armée mondiale. En ce moment, environ la moitié de l'armée des États-Unis fonctionne sous le commandement de dirigeants étrangers.**

Il y a également une bonne nouvelle : nous pouvons encore y arriver. Il nous reste du temps. Nous sommes encore libres. Nous pouvons encore parler librement. Nous pouvons encore élire les représentants de notre choix. Rappelez-vous : notre liberté en dépend. Merci !

Vous venez de lire l'adaptation en français d'une présentation que donnait M. Edward Griffin, l'auteur de « The creature from Jekyll Island ».

http://www.consciencedupeuple.com/html/jekyll_island.html